

AIN-DEFLA / EDUCATION

Un lourd dossier

Avec ses 190 000 élèves dans les 3 cycles (primaire, moyen et secondaire), ses 12 000 fonctionnaires, 487 écoles primaires, 85 CEM et 32 lycées, le secteur de l'éducation compte parmi les plus importants, sinon le plus important. Mais aussi un secteur qui se débat dans des difficultés qui ne sont pas sans incidence sur les résultats qu'on attend.

En tout cas, c'est ce qui ressort du rapport présenté à l'Assemblée populaire de la wilaya, en présence de l'exécutif lors de la session ordinaire qui s'est ouverte le 24 décembre et la clôture le 7 décembre, session, il faut le noter, interrompue par les congés de l'Aïd, du nouvel an et des élections sénatoriales qui se sont déroulées le 28 décembre.

Sur le plan de la population scolaire, il a été enregistré une diminution des effectifs dans le primaire de près de 5% par rapport à l'année 2005 et un apport de 72 classes réceptionnées au mois de septembre dernier.

Il reste cependant que 61 salles de classe sont utilisées par le moyen, 85 classes devenues à usage administratif et 68 écoles qui restent fermées. Cette situation induit des classes trop chargées, jusqu'à 50 par classe, à 3 par table comme le rapporte la commission qui a établi le dossier. Une autre diminution des effectifs a été enregistrée cette fois dans le cycle secondaire et qui est de l'ordre de 15% par rapport à l'année 2005, les effectifs étant passés cette année de 25 780 lycéens à 20 780 soit moins de 5 000.

S'agissant du cycle secondaire, la commission relève le cas du lycée de la ville de Zeddine considéré comme opérationnel mais qui en fait ne l'est pas du tout, les travaux n'étant pas achevés à ce jour, note le rapporteur de la commission, et non-réceptionné.

Contrairement aux diminutions d'effectifs enregistrées au niveau des cycles primaire et secondaire, le cycle moyen connaît une forte hausse estimée à + de 23,37% soit 12 649 élèves de plus dans les 85 CEM de la wilaya dont 29 bénéficient de la demi-pension, 23 du régime internat et 2 établissements où tous les équipements pour accueillir des internes existent mais qui pour des raisons non spécifiées ces 2 internats restent fermés (Boumedfaâ et Djendel) induisant des surcharges au niveau de Khemis-Miliana et ailleurs sans compter les déplacements coûteux par les populations

scolaires venant des zones rurales éloignées.

Des classes surchargées aussi dans le moyen comme c'est le cas noté par la commission de l'APW avec des classes de 50 élèves tel le cas du CEM Ibn-Sina (Aïn-Defla) ou le CEM de Djelida conçu pour 600 élèves et qui en accueille 1 025.

Ces très fortes tensions dictent la construction de nouveaux établissements, suggère le rapport, non seulement dans ces localités mais aussi à El-Abadia. La construction d'établissements à base 3 (7 classes) s'avère inadéquate, des CEM à base 5 (13 classes) répondraient mieux.

Construire de nouveaux établissements c'est bien, mais les faire fonctionner avec quel personnel ? Puisque de compression en compression chaque fois qu'on ouvre un établissement a conduit à confier la gestion de 2 établissements à un directeur ou à un seul gestionnaire, les exemples sont légion, 35 écoles sans directeur.

Toujours dans le chapitre des personnels, la situation est critique dans certains secteurs de l'éducation de la wilaya, notamment dans les internats comme le précise le rapport de la commission de l'APW, tels les CEM d'El-Main, Djemaâ Ouled-Cheikh, El Amra... A El-Main, on note le recours à des enseignantes pour la prise en charge des filles dans le CEM.

Le manque de personnels est encore plus flagrant dans les cantines scolaires, précise-t-on. Les 300 cantines en fonction accueillent quelque 63 000 élèves.

On note que les cantines construites avant 2002 fonctionnent dans des conditions qui sont loin d'obéir aux normes. Par ailleurs, ces cantines vivent parfois des situations conflictuelles entre certains P/APC (présidents du conseil de gestion) et les chefs d'établissement.

Un autre volet, celui de l'équipement, a conduit les membres de la commission "éducation" de l'APW à tirer la sonnette d'alarme : "De nombreux établissements dans certaines communes désertées accueillent des enfants dans des conditions dramatiques". La commission qui s'est déplacée s'appuie sur les déclarations d'inspecteurs, de directeurs, d'enseignants et d'associations des parents d'élèves. Des enregistrements vidéo ont même été réalisés avec comme exemples des écoles de 3 daïras à Aïn-Defla (chef-lieu de la

wilaya), El-Abadia et Rouina, où des élèves sont à 3 par table, l'élève du milieu est assis sur la barre de séparation.

Dans de nombreux endroits, a pu constater la commission, un mobilier (récupérable) attend d'être réparé, alors qu'à titre d'exemple des tables sont de fabrication récente (moins de 10 ans).

S'agissant du chauffage, il ne fonctionne pas, note-t-on, dans de nombreux établissements soit par manque de gazoil soit parce que les appareils sont en panne. Dans de nombreux cas le bureau de l'enseignant est remplacé par une table ordinaire avec une chaise rapportée de la cantine.

Ce qui semble paradoxal, note la commission de l'APW, c'est que les services de la programmation de l'académie font état, dans un rapport du renouvellement des équipements dans de nombreux établissements des différents cycles, mais sans présenter la listes nominative des établissements qui en ont bénéficié, et ce, entre 2003 et 2004. Pis, pour le renouvellement au titre de l'année 2005, le rapport de la DE précité fait état de certaines opérations avec la mention : "Le fournisseur a été désigné" ! Les opérations programmées pour 2006 portent différentes observations : "fournisseur désigné", "en cours de consultation des offres" ou encore "au stade d'examen de la qualité".

Eu égard à cette situation, la commission suggère d'accélérer l'acquisition des mobiliers et équipements faute de quoi les conséquences sur la scolarité des enfants dans au moins 7 communes dont Aïn-Defla (le chef-lieu de wilaya) seront désastreuses.

Cependant, ledit rapport de la commission de l'APW fait l'impasse sur la situation qui prévaut dans la daïra de Khemis-Miliana à propos notamment des constructions scolaires pour ne citer qu'"une école (seulement) où il manque des lampes, l'école des Frères-Hadji située rue Diss-Saïd à Khemis-Miliana", occultant ainsi les problèmes que vivent et les élèves et leurs parents à la suite de la destruction des classes en préfabriqué".

C'est le cas du CEM Harouri fermé et ses élèves mutés à 1/2 km plus loin dans l'ex-lycée Kouichi.

L'école Labdi dont les élèves sont mutés en surcharge dans d'autres écoles primaires, l'école Benmira-Bakhtaoui dont les élèves dans leur

ensemble sont transférés à l'école Gueguane-Sbaâ. "Dans cette dernière structure, ce sont 2 écoles qui fonctionnent à mi-temps. Le pire c'est que dans ces écoles à reconstruire sur le même site ou à construire ailleurs, seuls quelques travaux de démolition ont été entrepris, pour les autres au 5^e mois de l'année scolaire, rien n'a été encore fait.

Cette situation ne manquera pas de se répercuter sur les résultats scolaires dans la commune la plus peuplée de la wilaya, Khemis-Miliana."

La situation qui prévaut dans le domaine de la distribution des manuels scolaires n'est guère reluisante.

La visite effectuée par la commission au centre de diffusion des manuels scolaires a permis de constater que 40% de la population scolaire, soit 76 000 élèves, ont pu bénéficier de la gratuité des livres dans le cadre du soutien aux élèves nécessiteux et enfants des personnels du secteur de l'éducation avec une enveloppe de 10 milliards de centimes dont 200 millions prélevés sur le budget de wilaya au bénéfice de 1 200 élèves.

Cependant, selon le rapport présenté, la cherté des prix des manuels a conduit les établissements à restituer au service de diffusion 50% des livres qui se trouvent confronté au problème de capacité d'entreposage très limitée. Les locaux ne se prêtent pas du tout pour emmagasiner 1,2 million de livres de 2006/07 et 1,4 million en prévision de l'année scolaire 2007/08. On note aussi que le centre de diffusion ne possède pas de moyens de transport, son camion ayant été sujet à un acte de terrorisme.

Ce manque de moyens de transport a entraîné des retards dans l'acheminement des livres. Sur les 36 APC seules 2 ont accompli cette opération, même les chefs d'établissement refusent le transport de manuels dans leurs propres véhicules. Toujours est-il que 50% des livres sont restés dans les entrepôts.

"Ce qui est fait est fait, disent des parents d'élèves, nous espérons vivement que la rentrée 2007 ne s'effectuera pas dans les mêmes conditions." Un élu de l'APW ajoute : "L'éducation est le secteur le plus handicapé."

Karim O.

BOUZEGUENE

CAS DE L'ELEVE EXCLU
DU CEM AKLI-AMAR

Le ministère réagit

Les banales affaires disciplinaires qui empoisonnent parfois le quotidien des établissements scolaires, limités dans leurs champs d'action, car pris en tenailles entre une administration qui crie avec le berger et danse avec le loup, et un environnement qui trouve en l'institution scolaire un terrain propice pour vider une colère qu'il ne peut extérioriser ailleurs, meublent l'actualité de certaines localités.

C'est le cas de l'affaire de l'élève du CEM Akli-Amar de Bouzeguène, transféré au CEM de Houra, auquel il était reproché des écarts disciplinaires couplés à une longue absence, portée à la connaissance des parents à travers deux avis d'absence, selon l'établissement. Ce qu'a nié le père qui jure sur tous les saints qu'il n'a été destinataire d'aucun courrier (voir notre édition du 19/12/2006). Le transfert de cet élève de 14 ans par la DE de Tizi-Ouzou vers un établissement nécessitant quatre navettes quotidiennes et 16 km de trajet en aller-retour avec tous les dangers qu'il encourt, a fait réagir le ministère de l'Education nationale saisi par les parents, qui a tranché en le réaffectant dans un autre établissement du chef-lieu situé à quelques jets de pierre de son village. Une solution que nous avions par ailleurs suggérée et qui a contenté tout le monde.

S. H.

HAMMAM-ESSALHINE

DE MEDEA

Une station thermale
à redécouvrir

De renommée nationale, la station thermale Hammam Essalherine est située à 6 km de la ville de Berrouaghia. Elle est à la fois un lieu thérapeutique, touristique et archéologique témoignant de plusieurs civilisations.

A l'instigation de hauts responsables du tourisme, une étude de faisabilité a été effectuée par l'Entreprise nationale des études touristiques (Enet) en octobre 1985. Parler de tourisme dans cette région n'est-il pas une gageure ?

Les mesures incitatives prises par les autorités prouvent qu'il est temps, à cet égard, d'entreprendre des travaux à la station thermale Hammam Essalherine qui est un élément majeur indispensable pour le développement touristique à Berrouaghia.

Ce site s'accroît mal, en effet, de sa situation actuelle. Au vu de l'étude réalisée par l'ENET en 1985, il peut apporter des ressources considérables à l'investisseur qui aura la perspicacité de la prendre en mains. A la faveur de la situation sécuritaire, qui s'est améliorée, il est possible de remettre en activité cette station, lieu de prédilection d'une clientèle fort nombreuse qui vient des quatre coins du pays chercher thérapeutique et détente.

Berrouaghia offre toutes les richesses des sites qui font la réputation des villes touristiques. Ses forêts permettent d'allier les bienfaits de délasserment aux joies de la natation. Son territoire possède en outre l'avantage

de jouir d'un climat clémente, été comme hiver. A l'image de Hammam Righa ou Bouhanifia, le développement du thermalisme à Berrouaghia donnera naissance à des centres climatiques et de repos, tels qu'il s'en développe ailleurs, dans le but de satisfaire, loin de la ville, le besoin impérieux de repos des organismes et des cerveaux surmenés par le rythme de la vie moderne.

L'aménagement de Hammam Essalherine et d'autres sites permettrait également de résoudre un problème vital qui se pose avec acuité à Berrouaghia, celui de l'organisation des loisirs.

Les travailleurs de toute la wilaya recherchent avec avidité pour eux et leurs familles des lieux de détente qui permettent de trouver les commodités nécessaires au week-end, voire aux vacances d'hiver et d'été. Le site prolonge l'ancienne cité romaine Thanaramusa Castra (ancienne appellation de la ville de Berrouaghia) et de l'Emir Abdelkader.

L'examen des potentialités touristiques de la commune de Berrouaghia permet d'identifier toute une zone présentant des ressources naturelles, historiques, archéologiques et culturelles remarquables pouvant avantageusement à des fins touristiques. Les autorités, à leur tête M. Abdelkader Zoukh, wali de Médéa, ont provoqué une prospection en vue d'acquiescer un investisseur.

Hamid Sahnoun